

DROITS DE L'HOMME

« LES ORGANISATIONS DE DÉFENSE NE PEUVENT PAS RECONNAÎTRE LEURS ERREURS »

L'écrivain et militante **Gita Sahgal**, longtemps responsable à Amnesty, déplore que les victimes soient défendues sans distinction, dissidentes ou terroristes.

La justice britannique vient d'arrêter Moazzam Begg, accusé de soutien aux djihadistes syriens. Pourquoi cet homme est-il soutenu par Amnesty International ?

Capturé en 2002 dans les montagnes de Tora Bora et désigné « combattant ennemi » par les Américains, Moazzam Begg a été emprisonné à Bagram puis à Guantánamo trois ans durant. À sa sortie, cet Anglo-Pakistanaï témoigne de tortures et de menaces d'exécution. Il fonde Cageprisoners, une association de défense des prisonniers de Guantánamo emprisonnés sans procès. Amnesty mène à l'époque une campagne internationale contre la prison américaine et emmène Begg dans sa tournée en Europe. Présenté comme « une victime de la violation des droits de l'homme », il milite pour que les pays occidentaux acceptent d'anciens prisonniers sur leur sol.

Quand avez-vous commencé à émettre des réserves sur cette relation ?

Nous avons été plusieurs au sein d'Amnesty à nous inquiéter des activités de Cageprisoners, dont le site internet promouvait ouvertement des djihadistes notoires et des membres d'Al-Qaeda. Je ne remettais pas en cause le fait que Begg ait été victime de sérieuses violations des droits humains. Mais Amnesty a franchi la ligne rouge en le traitant comme un héros. Sans réponse de la direction,

j'ai décidé en 2010, six ans après avoir été nommée responsable de l'unité sur les discriminations sexuelles, de rendre publique cette compromission évidente. La justice vient de me donner raison en accusant Begg de financer des groupes salafistes... **Quelle a été la réaction d'Amnesty ?**

On m'a suspendue, sous prétexte de dissocier publiquement mon opinion personnelle et celle de l'organisation. J'ai alors compris que la direction était déterminée à promouvoir des islamistes. Si elle s'était trompée sur Begg, je ne crois pas qu'Amnesty aurait continué à le défendre aussi féroce. Elle a d'abord prétendu ignorer les convictions de Begg, puis que ces convictions ne l'inquiétaient pas et, chose insoutenable, que « le djihad de légitime défense n'était pas antithétique aux droits de l'homme » ! L'idéologie d'autodéfense est promue par les terroristes au Pakistan, en Afghanistan et ceux du 11-Septembre...

Au nom des droits de l'homme, Amnesty fermerait délibérément les yeux sur les activités et les idées des cas qu'elle défend ?

Oui, mais pour moi, le problème est systémique. L'organisation a été créée pour défendre les « prisonniers de conscience », emprisonnés ou maltraités pour leurs idées. Des milliers de gens ont été libérés grâce à ses actions précieuses. Mais très vite, Amnesty s'est concentrée sur la violence d'État et la réprobation publique des régimes coupables de torture et d'arbitraire, sans établir de distinction entre les victimes - dissidents ou terroristes. Amnesty s'est enfermée dans le schéma : « Les ennemis de mes ennemis sont nos amis. » Au nom des droits de l'homme, et contre ceux-ci, elle en vient à justifier la violence et l'extrémisme.



Pouvez-vous donner un exemple ?

Dans les années 1990 en Algérie, durant la décennie noire, Amnesty a produit des rapports très détaillés sur les violences commises par l'État contre les groupes fondamentalistes armés. Mais rien ou presque sur les violations des droits humains commises par ces fondamentalistes contre les citoyens. Seuls les membres des groupes armés avaient droit au statut de réfugié. Or les violences envers la population civile étaient de grande ampleur.

Au nom des droits de l'homme, et contre ceux-ci, Amnesty en vient à justifier la violence et l'extrémisme.

D'autres organisations des droits de l'homme sont-elles concernées par cette perversion de leurs principes ?

En Algérie, la Fédération internationale des droits de l'homme et Human Rights Watch ont suivi la même ligne. Ils s'en sont pris à une avocate féministe opposée au leader du Front islamiste du salut. En 2010, l'ONG américaine Center for Constitutional Rights a travaillé avec Begg et Cageprisoners et cosigné avec Amnesty des lettres de défense. Après l'arrivée au pouvoir des Frères musulmans en Égypte, le directeur de Human Rights Watch a salué leur victoire avec enthousiasme. La même association a décerné son prix à une association suisse, Alkarama, dirigée par un financier actif d'Al-Qaeda...

Ces organisations enquêtent-elles sur les personnes qu'elles défendent ?

Elles devraient, mais elles ne le font pas ! Et continuent à défendre leurs victimes même quand elles sont en possession de preuves de violations de droits humains. Comme elles sont largement financées par les dons de leurs membres, elles ne peuvent pas reconnaître leurs erreurs avec honnêteté. Les islamistes et les Frères musulmans savent parfaitement les instrumentaliser. Ils se blanchissent en se faisant passer pour des victimes ou des défenseurs des droits humains. Après ma plainte, Cageprisoners a lissé son image sur son site web.

La plupart des exemples que vous citez sont liés à l'islam. Pourquoi ?

Les grandes organisations des droits de l'homme sont occidentales. Elles se sentent le devoir de défier leur gouvernement dès que l'on aborde cette religion sur le plan politique. Je ne les imagine pas avoir la même clémence envers la chrétienté.

Vous avez fondé le Centre for Secular Space. Quelles sont ses missions ?

Notre idée est de promouvoir le « sécularisme » comme valeur fondamentale. L'histoire de Cageprisoners révèle à quel point la défense d'une religion s'est ancrée dans les organisations des droits de l'homme. Je ne crois pas que les générations futures comprendront que les hommes promouvant la destruction de tous les droits humains soient devenus les héros et partenaires des organisations occidentales.

Propos recueillis par Léna Mauger

Gita Sahgal est écrivain, cinéaste, féministe et militante des droits de l'homme indienne.